



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand-Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du

26 JUL. 2024

**relatif à l'accueil de matériaux extérieurs pour l'activité de tri, transit
et regroupement de matériaux minéraux inertes non dangereux
sur le site de la carrière Sablière OESCH à LINGOLSHEIM**

**La Préfète de la Région Grand-Est
Préfète de la zone de défense et de sécurité Est
Préfète du Bas-Rhin**

- VU** le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;
- VU** la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;
- VU** le code des relations entre le public et l'administration ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral modifié du 29 mars 2018 autorisant la société Sablière Oesch à exploiter une carrière située sur les territoires des communes de Lingolsheim, Geispolsheim et Entzheim ;
- VU** Le porter à connaissance transmis le 29 novembre 2023 par la société Sablière OESCH ;
- VU** Les contributions à la participation du public par voie électronique, prévue par l'article L. 123-19-2 du code de l'environnement, d'une durée de seize jours, qui s'est déroulée du mardi 10 juin 2024 au mardi 25 juin 2024 inclus ;
- VU** Le courrier de la société Sablière OESCH du 11 juillet 2024 retirant de la demande de modification :
- les travaux de remblaiement
 - l'accueil de matériaux extérieurs pour le remblaiement ;
- VU** le projet d'arrêté porté le 16 juillet 2024 à la connaissance du demandeur ;
- VU** le rapport et les propositions en date du 23 juillet 2024 de l'inspection des installations classées ;

CONSIDÉRANT que le projet de l'exploitant dans sa version finale consiste à la diversification des déchets minéraux non dangereux et inertes admis sur l'emprise de la station de tri, transit

et regroupement (activité sous le code 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement) ; que cette activité est déjà autorisée pour cette installation ;

CONSIDÉRANT que les modifications notables demandées par le pétitionnaire ne sont pas substantielles au titre de l'article R.181-46 II du code de l'environnement, que le projet déposé par le pétitionnaire ne relève pas de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que l'alinéa 3 de l'article L.181-14 du code de l'environnement dispose que :
« L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications [...] » ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont décrites dans le dossier présenté par la société Sablière OESCH et dans ses annexes et telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et les inconvénients de la carrière pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32 sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que les consultations effectuées ont mis en évidence la nécessité de faire évoluer le projet initial et que les mesures imposées à l'exploitant sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est

ARRÊTE

TITRE 1^{ER} : OBJET

Article 1.1 Titulaire - exploitant

La société Sablière Oesch (SIRET 57850343500013), ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 175 rue du Maréchal Foch à Lingolsheim (67380), se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées au lieu-dit « Grossundsfeld » à Lingolsheim (coordonnées Lambert 93 X=1043956 et Y=6837470) ;

TITRE 2 : MODIFICATIONS DES PRESCRIPTIONS

Article 2.1 Déchets inertes et terres provenant de l'extérieur (suppression)

Les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 29 mars 2018 sont supprimées et remplacées par les dispositions au titre 3 du présent arrêté.

TITRE 3 : DÉCHETS INERTES ET TERRES PROVENANT DE L'EXTÉRIEUR EN TRANSIT

Article 3.1 Conformité au dossier de demande

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans

et données techniques contenus dans le dossier déposé et complété par l'exploitant.
Les installations et leurs annexes respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescription générales applicables, complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 3.2 Destination des matériaux

Les matériaux visés au titre 3 du présent arrêté sont les matériaux inertes, non dangereux admis sur le site pour leur transit, regroupement ou tri, au titre de la rubrique 2517-1 autorisée pour la société Sablière OESCH pour le site de Lingolsheim selon les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 29 août 2018 modifié.

Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des matériaux ou des stériles extérieurs admis au titre du transit, regroupement et tri, ainsi qu'avec les déchets issus du traitement des matériaux extérieurs recyclés sur le site est interdite.

Article 3.3 Accueil des matériaux

L'accueil des matériaux extérieurs est réalisé conformément aux dispositions de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Une caractérisation des matériaux admis au titre de l'activité de transit, regroupement et de tri est effectuée à raison d'un prélèvement toutes les **1 000 tonnes** réceptionnées.

Article 3.4 Déchets admissibles

Les déchets admissibles sont énumérés dans le tableau suivant :

Code déchet (1)	Description (1)	Restrictions
17 01 01	Béton	Uniquement les déchets de production et de commercialisation ainsi que les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 01 02	Briques	
17 01 03	Tuiles et céramiques	
17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Uniquement les déchets de construction et de démolition ne provenant pas de sites contaminés, triés
17 02 01	Bois	/
17 02 02	Verre	/
17 02 03	Matières plastiques	/
17 04 01	Cuivre bronze laiton	/
17 04 05	Fer et acier	/
17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse	A l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés
20 02 02	Terres et pierres	Provenant uniquement de jardins et de parcs et à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe
02 01 07	Déchets verts, souches, racines, troncs	Visés par la Rubrique ICPE 2716

TITRE 4 : DISPOSITIONS FINALES

Article 4.1 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Strasbourg :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

OBLIGATION DE NOTIFICATION DES RECOURS

« Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratifs ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement). »

Article 4.2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie du projet et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de **Lingolsheim** pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 du code de l'environnement, à savoir : **Entzheim et Geispolsheim** ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin pendant une durée minimale d'un mois.

Article 4.3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, le maire de **Lingolsheim**, le directeur départemental des territoires du Bas-Rhin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand-Est, le directeur de l'agence régionale de santé et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires de **Lingolsheim, Entzheim et de Geispolsheim** et à la société Sablière OESCH.

Pour la préfète ,

Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général

Mathieu DUHAMEL